

# L'ÉDITO

PHILIPPE LALOUX

## L'EUROPE MÉRITE PLUS QUE LA CULTURE DU « COPIER-COLLER »

**A**u terme de deux années de bras de fer intense, le Parlement européen devra se prononcer, ce jeudi, sur la future directive « droits d'auteur ». Ce vote n'est en rien une formalité de technocrate. Il est crucial pour l'avenir du paysage numérique du Vieux Continent. L'ambition n'est pas mince : faire d'internet un espace de création équilibré, propice à son développement, tout en garantissant une juste rémunération à tous ceux qui contribuent à la chaîne de valeur numérique. Il s'agit, enfin, d'instaurer des balises claires à la culture du « copier-coller », où le pillage de contenus s'est érigé en modèle d'affaires. En filigrane, c'est l'avenir de la presse européenne qui est en jeu, celle dont les contenus (qui ont un coût) perdent tout à coup leur valeur dès lors qu'ils sont agrégés en masse, à des fins commerciales, par des plateformes retranchées derrière le statut de simple hébergeur. Un exemple, au hasard : Google News, dont l'investissement en création de contenus frôle le zéro.

### Une armée de lobbyistes sans précédent dans l'histoire

Ce qui semble être une évidence ne l'est pas pour tout le monde. Le débat a été confisqué par une armée de lobbyistes d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'institution européenne. Au point de faire vaciller le compromis arraché de justesse le 20 juin dernier, essentiellement dans les rangs des ultralibéraux, des Verts ou de la gauche ex-

trême du Parlement. Orchestrée essentiellement par les Gafa, qui ont tout à perdre dans l'aventure,

la fronde a franchi toutes les limites de la caricature. D'un côté les paillettes d'un monde merveilleux de « libertaires » du web et technophiles où « tout ce qui est à toi est à moi ». De l'autre, une civilisation d'archaïques, accrochés à des droits ancestraux, fossoyeurs du lien hypertexte et suppôts de la censure. La foire aux clichés a pourri le débat. Et risque de faire tourner ce vote à une vaste farce démocratique.

Soyons clair : la protection de la propriété intellectuelle n'est pas un concept poussiéreux. Aussi indispensable que la protection des données personnelles (dont l'Europe est devenue l'emblème), elle garantit la dynamique de création, pierre angulaire de l'économie numérique. La survie des créateurs de contenus, dont la presse, n'est pas une coquetterie. Elle est le ferment d'une culture européenne décomplexée où liberté d'expression et d'entreprendre ont trouvé un équilibre vertueux.

Sans rire, qui croirait un instant que la vie serait plus belle si l'on accordait un blanc-seing à tous ceux qui bâtissent leur business sur celui des autres ? Et si la liberté de la presse se voyait corsetée dans un rôle de fournisseur de contenus gratuits pour les Gafa ? Personne. Sauf une partie grandissante des eurodéputés. Et du gouvernement belge, dont la position chèvrechoutiste sur la question est à la fois décevante et inquiétante.